

Charlie Kirk : quelles réactions, quelles leçons ?



Le 10 septembre 2025, un événement bouscule la vie politique américaine : Charlie Kirk, influenceur ultra-conservateur et figure majeure du mouvement pro-Trump, est assassiné lors d'une de ses célèbres réunions publiques à l'université Utah Valley. L'événement embrase rapidement les réseaux sociaux et provoque un déferlement médiatique non seulement aux Etats-Unis mais également à l'international, car Kirk, connu pour ses prises de position radicales contre l'immigration ou encore le droit à l'avortement, est le symbole d'une forme d'activisme propre aux USA d'aujourd'hui : celle des podcasts et des communautés numériques, attirant des grandes audiences. Sa mort ravive le débat sur la violence politique, alimentée par une culture du numérique, sujette à une récupération politique et interrogeant la liberté d'expression.

Trois voix se sont ainsi élevées pour comprendre ce que révèle cet acte : le 25 septembre 2025, la géographe irlandaise Clionadh RALEIGH, professeure à l'université du Sussex et spécialiste de la violence politique, a publié dans *Le Monde* une tribune montrant la banalisation de la brutalité aux Etats-Unis. La sémiologue Laurence ALLARD, chercheuse à la Sorbonne-Nouvelle et à l'université de Lille, a, elle, expliqué dans un entretien au *Monde* publié le même 25 septembre que les codes de communication utilisés par le tueur présumé sont révélateurs d'une culture numérique où le second degré et la dérision brouillent les repères idéologiques classiques. Enfin, l'eurodéputée Nathalie LOISEAU du parti Renew Europe et membre d'Horizons, ancienne ministre française des affaires européennes, a réagi à l'hommage envers Charlie Kirk réclamé par l'extrême-droite, dénonçant dans une tribune au *Monde* le 16 septembre la tentative d'héroïsation d'une figure controversée au nom d'une liberté d'expression relevant en réalité d'une instrumentalisation.

Aux États-Unis, l'assassinat de Charlie Kirk a été perçu comme un nouveau symptôme d'un mal plus profond : la banalisation de la violence dans la vie publique, qui n'est plus l'exception mais bien un facteur ordinaire. Spécialiste de la violence politique et des conflits, Clionadh RALEIGH explique que les Etats-Unis d'aujourd'hui se distinguent par la diversité et forte présence de groupes politiques créant des tensions. De nombreux groupes idéologiques, milices armées, surtout situés à l'extrême-droite de l'échiquier politique, manifestent tous les jours : survivalistes, nationalistes blancs, antisémites ou « défenseurs de la frontière » s'organisent et agissent, alors que l'extrême-gauche, fragmentée, peine à exister. Cependant, les assassinats politiques proviennent rarement de l'action d'un groupe : ils sont le plus souvent réalisés par des individus isolés, des « loups solitaires ». C. RALEIGH établit le profil de ces tueurs : « il s'agit le plus souvent d'individus sans étiquette politique, qui passent beaucoup de temps en ligne et présentent des troubles divers » ; des individus instables, qui se procurent facilement des armes. L'assassin présumé de Charlie Kirk, Tyler Robinson, semble correspondre à cette description, tout comme Vance Boelter accusé de deux meurtres et deux tentatives de meurtre contre des élus démocrates en juin dernier, ainsi que les différents auteurs de tueries dans les écoles. Ils agissent indépendamment de groupes, ne participent pas à la vie politique traditionnelle en ne votant pas régulièrement, mais partagent certaines idées avec les groupes extrémistes comme le manque de confiance envers les institutions démocratiques, faisant donc justice eux-mêmes. Ainsi, l'assassinat de Charlie Kirk démontre un phénomène plus large : la violence devient déconnectée d'une structure collective, et cherche à s'imposer par un acte spectaculaire, médiatisé à la vue de tous.

D'après Clionadh RALEIGH, cet assassinat marque un tournant dans la vie politique américaine : il ne signale pas le déclenchement d'une guerre civile aux Etats-Unis comme certains le pensent, car il n'a pas été opéré par un groupe ou parti, il ne s'agit donc pas d'une montée organisée de la violence politique, mais de sa banalisation, l'idée qu'elle fasse partie du paysage politique américain. Cette banalisation est aggravée par la réaction du pouvoir : l'administration Trump accuse la gauche et les institutions progressistes d'être à l'origine de cette violence, et instrumentalise l'actualité pour restreindre l'influence de ses adversaires. Les démocrates sont blâmés, et leur pouvoir public limité : l'auteur prédit un sort similaire à celui des universités et certains cabinets d'avocats pour les institutions « de gauche », progressistes : « certaines structures se verront retirer leur statut d'organisme caritatif ou à but non lucratif, infliger de lourdes amendes ou imposer de nouvelles charges financières. »

Mais cela n'arrêtera pas la violence politique, ne sauvera pas les victimes puisque les assassins n'entretiennent pas de lien avec ces groupes : les citoyens risquent de perdre leur confiance entre l'Etat qui opère des vengeances politiques au nom de mesures sécuritaires. Cette logique s'illustre dans deux affaires récentes. En décembre 2024, Luigi Mangione, auteur présumé du meurtre du directeur de United Health, a été accusé de terrorisme avant que ces charges ne soient abandonnées. Et depuis l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021, la hiérarchie du FBI n'est plus politiquement neutre, prise dans des logiques partisanes. Dans un tel contexte où les hautes autorités nationales ne sont plus perçues comme neutres, prévient la chercheuse, les Américains vont perdre foi en leurs institutions et davantage se tourner vers les milices.

Pourtant, la société américaine n'est pas indifférente à cette banalisation de la violence. Selon le Pew Research Center, près de six citoyens sur dix souhaitent un durcissement de la législation sur les armes à feu. Ceci témoigne d'un double désir : encadrer la circulation des armes et limiter les dérives d'un gouvernement trop politisé, puisque les Américains ne veulent pas de conflit militarisé au sein de la nation, s'opposent à ce que l'État ne soit soumis à aucun contrôle. Même si aujourd'hui, ils tolèrent un état menant des actions répressives contre « l'extrême-gauche », une répression plus forte provoquerait protestations et révoltes. Tant que les dirigeants préféreront nourrir les tensions, les « loups solitaires » continueront de se multiplier et de menacer les Etats-Unis.

Mais au XXIème siècle, la violence politique ne peut être comprise sans tenir compte du rôle du numérique : l'experte en sciences de la communication Louise ALLARD s'intéresse au cas de Tyler Robinson. Les inscriptions gravées par ce dernier sur ses munitions, mêlant slogans antifascistes, références à des jeux vidéo et séries, traduisent l'influence d'une culture en ligne où le second degré et la dérision brouillent les repères idéologiques. Sur Internet, chacun adopte un masque et s'exprime à travers des codes partagés et reconnaissables. Le « monologisme », une parole adressée à personne en particulier, mais ouverte aux interprétations, remplace le dialogue sur Internet : il permet de parler sans s'engager réellement. Cette « culture du LOL » comme la nomme l'auteur dépasse le simple cadre de l'humour, et devient une stratégie de communication à part entière, applicable au domaine politique. Ces codes sont par exemple utilisés par « l'alt-right », la droite alternative aux Etats-Unis pendant les élections présidentielles de 2016, pour diffuser ses messages dissimulés derrière de l'humour.

Laurence ALLARD explique le paradoxe du geste de Robinson, un message volontairement crypté dans un acte destiné à frapper les esprits. Là où la France privilégie les manifestations, grèves ou rassemblements, les États-Unis ont développé d'autres formes d'expression, plus individualistes, tels que les réseaux sociaux, invention américaine, et les podcasts, notamment ceux d'influenceurs comme Charlie Kirk. Ainsi, le geste de Tyler Robinson doit être compris comme le produit d'une culture politique façonnée par ces outils.

Quant aux réactions, l'assassinat de Charlie Kirk n'a pas suscité l'émotion uniquement aux Etats-Unis : l'indignation traverse l'Atlantique, et prend un tournant lorsque les députés d'extrême-droite du Parlement Européen demandent un hommage envers le militant. Les diverses demandes comme une minute de silence, l'attribution du prix Sakharov à la mémoire de l'homme, ont choqué Nathalie LOISEAU, eurodéputée Renew Europe, qui rappelle que si l'assassinat de Kirk est un acte odieux qui mérite d'être condamné, il n'efface pas le caractère profondément réactionnaire de ses idées, et ne doit pas aboutir à l'héroïsation d'un homme aux innombrables propos ségrégatifs, homophobes, misogynes, antisémites, n'ayant pas leur place dans l'hémicycle de Strasbourg.

L'autrice refusa de rester silencieuse face à ces requêtes, et fut la seule à demander « qu'on fasse la différence entre la condamnation unanime que nous devions faire face à l'assassinat d'un homme et le refus de cautionner ses idées ». Pour avoir osé s'y opposer publiquement, elle reçut des menaces de mort et fut la cible d'insultes sur les réseaux sociaux. Des citoyens ordinaires, français ou européens, lui ont apporté leur soutien, mais ses collègues les politiques, eux, gardèrent pour la majorité le silence. Pour N. LOISEAU, ce silence généralisé de ses collaborateurs est plus inquiétant que la violence verbale de ses opposants. Il traduit une peur grandissante : celle d'être pris à partie, menacé, pour avoir exprimé une opinion différente. L'autrice rappelle que « nous sommes en démocratie et la liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas », appelant ainsi à une résistance face à l'intimidation, aux « méthodes de voyous » et à la banalisation du discours extrémiste. Sous couvert de défendre la liberté d'expression, les partisans de Charlie Kirk cherchent en réalité à faire taire ceux qui pensent autrement, à propager la haine de la différence, et à perpétuer les mécanismes de violences politiques plutôt que de les abolir : l'autrice appelle à apprendre à voir, plutôt que de détourner les yeux.

Ainsi, aux Etats-Unis, l'assassinat de Charlie Kirk met en lumière la banalisation d'une violence individuelle nourrie par la culture du numérique et par un Etat de moins en moins neutre, désignant des coupables politiques au lieu de combattre réellement la violence. En Europe, la crise prend une autre forme : celle de l'intimidation et du silence. La polémique autour de l'hommage à Charlie Kirk a révélé la facilité avec laquelle le discours d'extrême-droite détourne la liberté d'expression pour imposer sa vision du monde et engendrer la peur d'affirmer un autre avis. La journée du 10 septembre 2025 et les réactions causées sont les symptômes d'une polarisation grandissante au sein de la société, signe d'un climat politique où l'opposition des idées aboutit trop rapidement en un déferlement de haine et de violence, présentant ainsi un véritable danger pour la démocratie.

Gladys CAUDAL (Terminale 9), le 31 octobre 2025